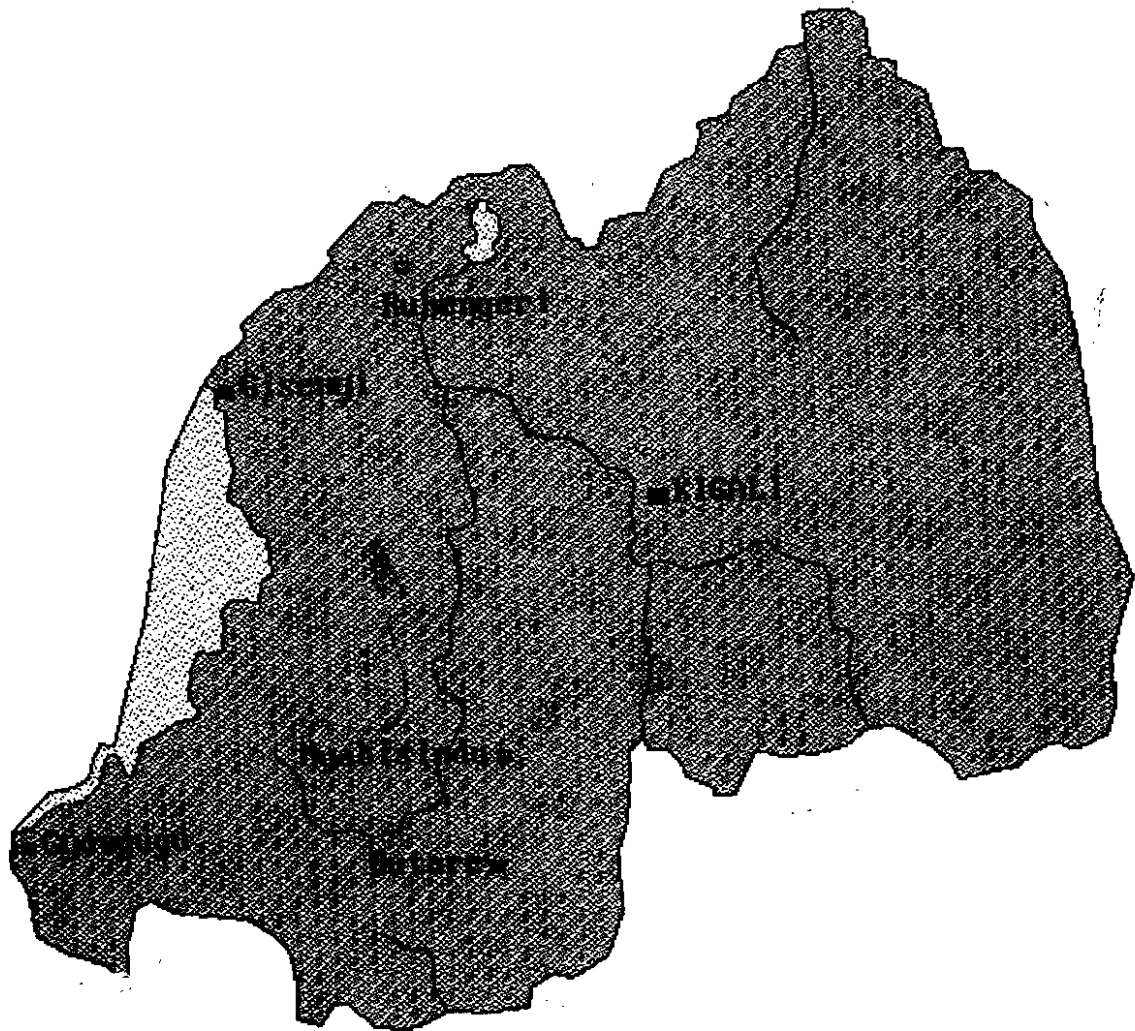




**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**PREPARATION D'UN PLAN DIRECTEUR POUR LA REHABILITATION,
LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET SOCIAL DU RWANDA**



Rapport de la mission d'identification

Février 1994



**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**PREPARATION D'UN PLAN DIRECTEUR POUR LA REHABILITATION,
LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET SOCIAL DU RWANDA**

Membres de la mission d'identification :

A. Haribou, Chef de mission

F. Ngopya

R. Rakotobé

G. Condo

Rapport de la mission d'identification

Février 1994

SOMMAIRE

	Pages
I. INTRODUCTION.....	1-2
II. OBJECTIFS DE MISSION.....	2-5
III. DEROULEMENT DE LA MISSION.....	5
IV. COMPOSITION DE LA MISSION.....	6
V. RESULTATS DE LA MISSION.....	6-35
1. Identification des principaux domaines de concentration:	
a) Principales contraintes structurelles	
b) Principaux domaines de concentration et justifications	
c) Quelques conditions préalables	
2. Modalités de réalisation du Plan Directeur	
a) Cadre institutionnel	
b) Préparation des 7 rapports sur les 7 domaines	
c) Organisation d'un atelier de travail	
d) Préparation du Plan Directeur	
e) Format du Plan Directeur	
3. Appropriation - Continuité	
4. Projet de budget	
5. Date de démarrage et calendrier de réalisation	
VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	36-39
VII. LISTE DES PERSONNES RENCONTREES.....	40-42

I. INTRODUCTION:

Compte tenu des événements récents essentiellement liés à la guerre d'octobre 1990 et suite à l'accord de paix signé à Arusha le 4 août 1993, à l'avènement du multipartisme introduit depuis juin 1991, aux efforts de réconciliation nationale et de paix durable en vue de promouvoir et consolider le système démocratique pour un développement social, économique et culturel, le Rwanda a demandé au Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) de bien vouloir envoyer une mission d'identification à Kigali pour initier la préparation d'un "Plan directeur pour la réhabilitation, la reconstruction et le développement économique et social".

Certains pays comme la Somalie, le Mozambique et l'Erythrée ont déjà bénéficié ou bénéficient de telles missions initiées et préparées conjointement par ces pays et la CEA, en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Département des affaires humanitaires (DAH).

Un tel Plan directeur, certes ambitieux mais obligé, se veut une vision à très long terme et dans le cas du Rwanda, il viserait, avant tout, à établir un lien entre :

- le long terme qui pourrait viser comme objectif l'Autosuffisance alimentaire, l'élimination de la pauvreté, l'amélioration du niveau de vie de la population, la croissance des richesses grâce à un développement auto-entretenu et la recherche du plein emploi tout en respectant l'environnement;

- le moyen terme avec un Cadre macro-économique global flexible (avec des programmes d'actions émanant des politiques sectorielles et de stratégies de développement) mais se situant dans le contexte du long terme;

- et enfin, le court terme avec la mise en place des Programmes d'urgence de réhabilitation et de reconstruction accompagnés d'Instruments de gestion du développement

comme le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) réactualisé avec des mesures sociales d'accompagnement réadaptées et appropriées.

Certes, des actions d'urgence à court terme doivent être menées; cependant le Rwanda attend beaucoup de la CEA pour dégager les grandes lignes d'un plan directeur qui tracerait les voies et les moyens pour un développement durable et à long terme, qui tienne compte des mesures émanant de la "Table Ronde des bailleurs de fonds d'action humanitaire" prévue à Genève en début de l'année 1994, du programme d'ajustement structurel et des stratégies sectorielles existantes, revus et mis à jour. La réalisation pratique du Plan directeur fera l'objet d'un atelier de travail réunissant experts rwandais et représentants d'agences ou institutions internationales opérant au Rwanda.

Enfin, le présent rapport concerne les objectifs et la façon dont la mission s'est déroulée, les résultats de la mission compte tenu de ses objectifs et les modalités de réalisation du Plan Directeur pour la réhabilitation, la reconstruction et le développement économique et social du Rwanda.

II. OBJECTIFS DE LA MISSION:

La présente mission de la CEA avait pour objectif principal de se rendre au Rwanda en vue d'initier et de participer activement à la préparation d'un Plan directeur pour la réhabilitation, la reconstruction et le développement économique et social. En d'autres termes, la mission était sensée se rendre au Rwanda pour:

- identifier les principaux domaines de concentration pour la reconstruction et la réhabilitation tout en faisant dégager les principales contraintes structurelles;

- identifier les mesures nécessaires à faciliter la décentralisation structurelle et économique, d'une part, et la coopération et l'intégration sous-régionale, d'autre part, dans l'esprit du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique panafricaine;

- identifier la nature et le volume du travail et l'expertise appropriée pour ces différents domaines de concentration;

- définir enfin le cadre d'ensemble ou format dans lequel doit s'inscrire le Plan directeur qui doit refléter une vision à long terme et articuler les différentes zones de concentration du moment.

Cependant, compte tenu du travail déjà effectué par les experts rwandais et certaines agences ou institutions internationales telles que le PNUD, la FAO, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, etc. pour le Rwanda, la mission de la CEA s'est vue dans l'obligation de modifier ses termes de référence et de s'assigner comme objectif:

- **d'identifier** les principaux domaines de concentration pour la reconstruction et la réhabilitation tout en mettant en exergue les principales contraintes structurelles et en **insistant** sur l'expertise appropriée et nécessaire pour élaborer des études approfondies débouchant sur des programmes sectoriels cohérents pour chaque domaine de concentration;

- **de définir** les modalités de réalisation du Plan directeur ainsi que ses grandes lignes ou l'ossature de **Projet de Canevas** qui doit refléter cette vision à très long terme et **articuler** ou **agencer** les différents domaines de concentration identifiés.

La modification du mandat de la mission a tenu donc compte des études sectorielles bien menées existantes déjà¹, avec toutefois le fait qu'elles nécessitent une actualisation et adaptation à la présente situation.

Autrement, les domaines prioritaires de concentration identifiés par le Département des Affaires Humanitaires (DAH) en collaboration étroite avec le PNUD et tels que définis dans le document DHA/93/54 ou "Appel interinstitutions Commun des Nations Unies, Avril-Décembre 1993- Rwanda", nécessitent une actualisation; celle-ci doit tenir compte de la présente situation liée à l'arrivée massive des réfugiés du Burundi par exemple et de nouvelles difficultés politiques de la mise sur pied du Gouvernement de transition à base élargie.

1/ Aide mémoire : Mission conjointe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, 21 octobre-4 novembre 1993, Kigali (Rwanda).

Programme forestier national du Rwanda par ACCT, PNUD et FAO, Rome, mai 1993 (Projet RWA/91/007).

Dynamique des centres urbains et ruraux et polarisation de l'espace au Rwanda : Articulation de l'impératif urbain avec le développement régional, Ministère du plan, Kigali, novembre 1993.

Eléments de réflexion sur l'articulation du système de planification à court, moyen et long terme, note de discussion à partir des missions de suivi du Projet RWA/87/002, "Assistance à la planification", par M. J.P. Malé (ESTUDIS), avril 1992.

La politique socio-économique du Rwanda 1991-1994, Table ronde des partenaires au développement économique et social de la République Rwandaise à Genève les 2 et 3 juillet 1992, MINIPLAN, mai 1992.

Conférence de Table ronde des partenaires au développement économique et social de la République Rwandaise, Genève, 2-3 juillet 1992, Rapport de la Conférence, PNUD.

Programme d'investissements publics (PIP) 1992-1994, MINIPLAN, mars 1992.

Stratégie nationale de l'environnement et Plan d'actions environnementales (SNAR/PAE), Projet Environnement/MINAGRI, février 1992 et version MINIPLAN de mai 1991.

Programme national d'actions sociales (PNAS), MINIPLAN, mai 1992.

Programme de coopération technique (PCT), MINIPLAN, mai 1992.

Enfin, tout en reconnaissant ce qui existe déjà, la mission de la CEA a mis l'accent sur les autres aspects ou domaines de concentration à prendre en considération pour un développement auto-entretenu et respectant l'environnement. Le Plan directeur qui, il convient de bien le souligner, sera la propriété du Rwanda et servira de document de base pour la Conférence internationale des donateurs sur le Rwanda, intégrera tous ces domaines de concentration.

III. DEROULEMENT DE LA MISSION:

La mission qui a eu un appui sans réserve de la part des autorités rwandaises s'est d'abord entretenue à Addis-Abéba (Ethiopie) avec les membres de l'Ambassade du Rwanda en Ethiopie, puis à Kigali avec le Premier Ministre désigné et le Ministre du plan. La mission a eu des contacts et des séances de travail avec les services administratifs, économiques, financiers et techniques compétents, les représentants du PNUD, de la Banque mondiale et de la FAO (voir la liste des personnalités rencontrées en Annexe).

La mission de la CEA a été précédée d'une mission préparatoire qui s'est rendue au Rwanda dès le 9 novembre 1993. C'est Monsieur Condo Gervais, Premier Conseiller à L'Ambassade du Rwanda en Ethiopie, Chargé des questions économiques qui en a été responsable. Quant à la mission elle-même, elle s'est effectuée du 13 au 23 novembre 1993.

La mission de la CEA tient à remercier toutes les autorités rwandaises pour leur disponibilité et hospitalité et l'esprit de franchise et d'ouverture dont elles ont fait preuve au cours des entretiens. La mission est tout particulièrement reconnaissante au Gouvernement rwandais pour avoir bien voulu mettre Monsieur G. Condo à sa disposition, ce qui a permis d'assurer une liaison permanente et efficace entre les hauts responsables rwandais et la mission durant tout son séjour au Rwanda. Les reconnaissances et les remerciements de la mission vont également au Ministère du plan pour toutes les facilités mises à la disposition de la mission.

Enfin, la mission tient franchement à remercier la FAO et le PNUD pour toute l'assistance apportée à son égard. La mission ne saurait oublier dans ses remerciements la représentation de la Banque Mondiale au Rwanda pour les échanges de vue très constructives et pour l'esprit de coopération manifestée.

IV. COMPOSITION DE LA MISSION:

A. Haribou, Chef de Mission

F. Ngopya

R. Rakotobé

G. Condo

V. RESULTATS DE LA MISSION:

1. Identification des principaux domaines de concentration:

a) Principales contraintes structurelles:

Le Rwanda est un pays enclavé avec la plus forte densité démographique en Afrique centrale, et occupant 26338 km² de territoire. Les principaux indicateurs démographiques et sociaux révèlent qu'en 1991 la population rwandaise s'élevait à près de 7,15 million d'habitants avec un taux d'accroissement annuel estimé à 3,1%, ce qui veut dire qu'à ce rythme la population rwandaise doublera en 22 ans, soit 14,3 millions en l'an 2013. La densité physique moyenne est de 271 habitants au km² alors que la densité réelle rapportée

aux terres cultivables (1 846 500 hectares) est de 387 habitants/km² dans certaines zones à forte concentration².

Selon la FAO³, 43 % de la population rurale doit être considérée comme des ruraux sans terre; 30 % des membres actifs de ces ménages vivent un chômage déguisé et recourent aux activités non agricoles pour se nourrir. De plus, la population rwandaise est dominée par des jeunes : les moins de 20 ans représentent environ 60 % de la population totale caractérisée en outre par de faibles taux de scolarisation : scolarisation primaire (environ 60 % des enfants en âge scolaire) secondaire (10 % des enfants sortis des écoles primaires) et supérieure (environ 5 % des lauréats du secondaire). Ceci a pour conséquence d'offrir au marché du travail une main d'oeuvre nombreuse et non qualifiée. En bref, l'on peut dire que jusqu'avant la guerre et même après, le développement socio-économique du Rwanda était et est profondément influencé par deux facteurs intimement liés, à savoir l'accroissement exceptionnellement élevé de la population et la mauvaise occupation des terres. Tout cela a des conséquences particulièrement néfastes sur le secteur agricole puisque ces phénomènes ont été aggravés par l'inefficacité des services de vulgarisation agricole dans les zones rurales. L'absence avant la guerre d'un système efficace de collecte, de transformation et de stockage de la production agricole a occasionné d'importantes pertes de stocks et a contribué à l'apparition de variations saisonnières prononcées des prix. Tous ces facteurs ont exacerbé le problème de la sécurité alimentaire, ce qui a occasionné une sous-alimentation chronique dans la grande majorité de la population. En même temps, la rentabilité des cultures d'exportation traditionnelles s'érode de plus en plus en raison de l'évolution défavorable des prix et des coûts de revient élevés.

D'un point de vue rétrospectif, l'on peut dire que le Rwanda a connu une expansion économique durant les années 70 puisqu'il a enregistré des taux élevés de croissance

2/ Dynamique des centres urbains et ruraux et polarisation de l'espace au Rwanda: Articulation de l'impératif urbain avec le développement régional, Ministère du plan, Kigali, novembre 1993.

3/Programme forestier national du Rwanda par ACCT, PNUD et FAO, Rome, mai 1993 (Projet RWA/91/007).

économique (5% en moyenne) accompagnés d'une stabilité financière générale et de faibles taux d'inflation. Certes une bonne gestion économique avait permis à ce pays d'atteindre des excédents budgétaires, des réserves extérieures relativement élevées et un service de la dette extérieure réduit. C'est une période qui a été marquée par une politique économique gouvernementale non-interventionniste. Bien que les importations aient été soumises à l'octroi de licences, les autorisations ont été accordées sans difficultés et les restrictions quantitatives à l'importation ont été peu nombreuses⁴.

Malheureusement, dès le début des années 80 le prix du café se stabilise (de 1980 à 1986) puis chuta fortement aux cours des dernières années de cette décennie. Concernant l'activité minière, trois principaux minerais sont exploités au Rwanda : la cassitérite, le wolfram et la colombo-tantalite. Après une période de prospérité de ce secteur entre 1976 et 1980, la production a également chuté ces dernières années et sa contribution à l'économie nationale fut devenue marginale. Ceci a été le résultat de l'effet conjugué des fluctuations incontrôlables des cours des minerais sur les marchés mondiaux et de la mauvaise gestion du secteur à l'intérieur du pays. Cependant, des lueurs d'espoir de relance des activités du secteur minier ont pu se percevoir depuis la reprise de l'exploitation des minerais dans le cadre de la Régie d'Exploitation et de Développement des Mines (REDEMI) et de la COPIMAR. Hélas ces activités ont été interrompues avec la guerre⁵.

Le secteur secondaire, qui était encore embryonnaire et qui s'intéressait, à l'eau, à l'électricité et au gaz, aux industries agro-alimentaires, manufacturières, chimiques, de textile, du cuir, aux entreprises de construction, de fabrication, aux papeteries et à l'artisanat, a été, en bonne partie endommagé par la guerre. Depuis 1989, ce secteur qui

4/Deuxième Plan quinquennal de développement socio-économique et culturel 1977-1981, MINIPLAN.

5/ Grandes orientations pour la préparation du IVème Plan quinquennal de développement socio-économique et culturel 1987-1991: "Préparons ensemble notre IVème Plan de développement qui sera axé sur l'objectif d'autosuffisance alimentaire", 26 novembre 1986, MINIPLAN.

représentait 23 % du PIB et absorbait 3 % de la population active, a connu des baisses accentuées dûes aux effets donc de la guerre⁶.

Le secteur tertiaire qui couvre des domaines aussi variés que les transports, les communications, le commerce, l'armée et l'administration publique, etc., s'est également détérioré. Le commerce frontalier incontrôlable est énormément développé avec les produits alimentaires tandis que les pays européens, américains et asiatiques ont plus ou moins été ces dernières années les acheteurs pour le Rwanda du café, du thé, des minerais, de l'extrait du pyrèthre, des peaux, des fruits et légumes et des plantes ornementales⁷.

Le Rwanda malgré tous ses problèmes reste aujourd'hui tributaire du café, du thé et des minerais pour son approvisionnement en devises. Par exemple en 1991 ces trois produits ont fourni 94 % de toutes recettes à raison de 67 %, 21 % et 6 % respectivement pour le café, le thé et les minerais.

L'on peut dire que même si la balance des paiements du Rwanda a été excédentaire, notamment en 1991, les déficits de la balance commerciale et de la balance des services se sont fortement accentués et la situation socio-économique globalement marquée par la chute des prix mondiaux des produits exportés, les conditions climatiques et la guerre défavorables à la production agricole. La stagnation ou même actuellement le déclin drastique du PIB estimé à -8 % avec, en outre, un accroissement continu du déficit du compte courant extérieur caractérisent la situation économique et financière de ce pays⁸.

6/Grandes orientations pour la préparation du IVème Plan quinquennal de développement socio-économique et culturel 1987-1991: "Préparons ensemble notre IVème Plan de développement qui sera axé sur l'objectif d'autosuffisance alimentaire", 26 novembre 1986, MINIPLAN.

7/Grandes orientations pour la préparation du IVème Plan quinquennal de développement socio-économique et culturel 1987-1991: "Préparons ensemble notre IVème Plan de développement qui sera axé sur l'objectif d'autosuffisance alimentaire", 26 novembre 1986, MINIPLAN.

8/Grandes orientations pour la préparation du IVème Plan quinquennal de développement socio-économique et culturel 1987-1991: "Préparons ensemble notre IVème Plan de développement qui sera axé sur l'objectif d'autosuffisance alimentaire", 26 novembre 1986, MINIPLAN.

Le déficit élevé du budget de l'Etat dont le financement a occasionné une augmentation de la dette intérieure, la dégradation des conditions de vie de la population résultant de la forte pression démographique sur le peu des ressources existantes, les effets très négatifs de trois années de guerre qui se sont ajoutés à une situation économique extrêmement précaire ont donc contribué à aggraver la situation déjà sérieuse des couches les plus défavorisées de la population.

Cela dit, le Rwanda, dans le souci d'atténuer ces effets négatifs sur l'ensemble de sa population, s'est servi durant les années 80 et début de la décennie 90, d'un certain nombre d'outils tels que le Programme d'Ajustement Structurel (PAS), programme accompagné du Programme national d'action sociale (PNAS), le Programme de suivi de la Table Ronde des bailleurs de fonds tenue à Genève les 2 et 3 juillet 1992 qui a essayé de définir des stratégies et politiques et ainsi que des plans d'actions sectoriels de développement, le Programme d'Investissements Publics, le Programme des Dépenses Publiques ainsi que l'étude nationale prospective socio-économique⁹.

S'agissant plus particulièrement de la Stratégie de développement à long terme proposée par la Banque mondiale¹⁰ axée essentiellement sur l'ouverture du Rwanda sur l'extérieur, la création d'une zone franche, la création d'un environnement favorable à l'expansion du secteur privé, l'accélération des migrations des zones rurales vers les zones urbaines et la réduction du taux de fécondité, la mission de la CEA en a pris bonne note. Toutefois, comme cela ressort des avis de certains responsables rwandais rencontrés, la mission est d'avis qu'une bonne partie des stratégies proposées mérite une profonde réflexion.

9/Programme de coopération technique (PCT), MINIPLAN, mai 1992.

Programme d'investissements publics (PIP) 1992-1994, MINIPLAN, mars 1992.

10/Rwanda: Note sur une stratégie de développement à long terme, Banque Mondiale, 1993.

Certes, le PAS, le PNAS, etc., sont des instruments importants de pilotage de l'économie à court et moyen terme; cependant ces programmes tels qu'ils sont conduits doivent être actualisé et s'insérer dans le Plan directeur qui doit être cohérent et qui tient compte des domaines de concentration prioritaires suivants, identifiés par la mission de la CEA, de commun accord avec les experts rwandais:

b) Principaux domaines de concentration et Justifications:

C'est dans le contexte de la préparation d'un cadre cohérent et harmonieux pour un processus de planification et de pilotage du développement national que le Rwanda a fait appel à la CEA, pour l'assister à dégager les grandes lignes d'un Plan directeur pour la réhabilitation, la reconstruction et le développement économique et social du Rwanda. Suite aux différentes discussions avec les autorités rwandaises, il a été proposé par la mission de la CEA, que les domaines de concentration suivants ou secteurs prioritaires soient retenus pour des actions appropriées et urgentes afin de surmonter les contraintes structurelles et surtout parvenir à terme à une croissance économique soutenue et équitable:

i) Agriculture, Elevage, Pêche et Environnement:

Actuellement les perspectives générales de la production vivrière à l'intérieur du pays sont compromises et un nombre croissant de ménages ne sont plus en mesure de satisfaire leurs besoins de subsistance par la seule production agricole. En effet, celle-ci a baissé ces dernières années du fait que le conflit a atteint avant tout les zones septentrionales constituant le grenier du Rwanda. C'est ainsi la production d'aliments de base comme les céréales et les haricots a enregistré un déficit d'environ 90.000 tonnes métriques en 1992 (FAO, 1993).

Ce déficit, selon le DAH (1993)¹¹, n'a été absorbé qu'en partie par le truchement d'importations officielles qui ne feront que s'accroître très fortement en 1994. Le DAH estime qu'il faudra environ 200 000 tonnes de céréales et de légumineuses (haricots), y compris quelques 135000 tonnes prévus pour les personnes déplacées.

Il faut rappeler que l'agriculture occupait au Rwanda une place prépondérante dans l'économie nationale puisqu'elle constituait environ 40% du PIB et employait 92% de la population malgré qu'elle demeurait une agriculture d'autosubsistance et que du fait du conflit, on a enregistré d'importantes pertes du bétail et une diminution substantielle des activités de pêche notamment dans le Lac Kivu, ce qui aura contribué de manière significative, non seulement au déficit en termes de revenus, d'emplois et d'apport nutritionnel de la population rwandaise mais à l'accélération de l'exode rural. Aujourd'hui, le développement des pêches par exemple, passerait par la mise en place des schémas d'aménagement, supportés par des réglementations adaptées à l'évolution des modes d'exploitation de la ressource, tenant compte de la gestion de l'environnement et de la préservation des écosystèmes de l'ensemble hydrographique du Rwanda et surtout du lac Kivu.

Si l'on veut pérenniser l'impact socio-économique des secteurs comme ceux de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et favoriser un développement durable du Rwanda, il faudrait donc que tout en se concentrant pour le court terme ou l'immédiat à fournir des outils agricoles simples et des semences aux personnes déplacées pour les encourager à accroître leur capacité de production (DAH,1993), l'on propose une stratégie à long terme en matière de développement de l'Agriculture, de l'Environnement lié aux Eaux et Forêts.

Certes une telle stratégie a déjà été élaborée avant même le conflit. Cependant des agences spécialisées comme la FAO, le PAM, le PNUE, etc., devraient assister à son actualisation à travers un atelier de travail avec des experts rwandais. Cette actualisation

11/Département des Affaires Humanitaires, DAH, 1993: Appel Interinstitutions Commun des Nations Unies, Avril-décembre 1993, Rwanda.

tiendra en outre compte du court terme caractérisé par la mise sur pied d'une logistique relative à la distribution continue de l'aide alimentaire dans les zones éloignées notamment pendant la saison des pluies. D'où la nécessité de certains travaux de remise en état des infrastructures routières et de communications.

ii) Infrastructure - Transports - Communications:

L'amélioration des infrastructures aura non seulement un caractère d'urgence puisqu'elle ne sera effectuée que pour appuyer la livraison des vivres de secours, mais s'intégrera dans une logistique du développement à long terme.

Ici, pour améliorer les capacités de distribution et d'acheminement des denrées alimentaires, le PAM (pour le court terme), la FAO et la Banque Mondiale peuvent y jouer un rôle capital dans la préparation d'une stratégie en matière d'infrastructures de transports et communications.

La mission de la CEA est d'avis qu'une telle stratégie doit s'accompagner des études sectorielles suivantes à entreprendre:

- à court terme :

. la réhabilitation et la reconstruction physiques des infrastructures socio-économiques (écoles, hôpitaux, lignes électriques, adductions d'eau, etc...).

. la réduction de la dépendance énergétique (60 % de l'électricité est actuellement importée suite à la destruction de la Centrale hydro-électrique de Ntaruka).

- à long terme :

. l'aménagement des sites pour le retour des réfugiés et des structures d'accueil, en tenant compte de l'environnement;

. la maintenance future des installations qui seront remises en état;

. rendre les infrastructures d'eau disponibles à tout le monde (notons qu'une alimentation en eau insuffisante et des installations sanitaires déficientes sont à l'origine d'un grand nombre des problèmes de santé auxquels ont à faire face par exemple les personnes déplacées, etc.) ;

. outre la réhabilitation des infrastructures sociales, penser au problème d'urbanisme, notamment ceux de risque d'habitat spontané et de bidonvilles, qui entraînent de sérieux problèmes d'assainissement.

Toutes ces études doivent être liées à une politique d'aménagement du territoire et des stratégies inter-sectorielles d'affectation spatiale des facteurs de production et d'occupation des sols.

iii) Aménagement du territoire et réforme foncière:

La forte poussée démographique se traduit au Rwanda par:

- la mise en culture des terres marginales;

- le morcellement excessif des exploitations agricoles familiales dans le contexte d'un régime d'héritage foncier individuel. Cela a pour conséquence ultime la miniaturisation des exploitations agricoles familiales dont 82 % ont actuellement moins d'un ha et 26 % moins

d'un demi-hectare. Les ménages ne sont plus en mesure de satisfaire leurs besoins de subsistance par la seule production agricole. Seulement 42 % des exploitations supérieures à un ha peuvent produire des surplus vendables;

- l'exploitation sans repos des terres arables qui entraîne l'érosion et l'infertilité des sols; des pertes des terres de l'ordre de 12 tonnes/an sont actuellement enregistrées sur 50 % terres cultivées;

- la destruction du couvert végétal à des fins agricoles ou énergétiques et une occupation généralisée des collines et des vallées;

- le recul des pâturages et la régression de l'effectif du troupeau bovin qui contribuent à la perte de la fertilité du sol et à la précarité de l'activité pastorale.

Une telle situation qui se répercute donc de façon négative sur la sécurité alimentaire et sur l'environnement, se trouve amplifiée par¹² :

- la grande dispersion du peuplement en milieu rural due à l'absence d'une politique d'affectation des terres;

- quelques 350 000 personnes déplacées de guerre à réinstaller et environ 31 000 militaires à démobiliser et à réinsérer dans une société dont le système productif ou économique est en déperdition quasi-généralisée;

- la chute de la production agricole dans les zones de combats dépeuplées et qui constituaient le vrai grenier du Rwanda;

12/Département des Affaires Humanitaires, DAH, 1993: Appel Interinstitutions Commun des Nations Unies, Avril-décembre 1993, Rwanda.

- la destruction des écosystèmes forestiers, des infrastructures de base (route, écoles, hôpitaux, etc...) notamment dans ces zones de combats;

- des camps de réfugiés ou "Blindés" renforcés par quelques 400 000 réfugiés environ venus tout récemment du Burundi.

Partant de ces constats, la mission propose qu'une étude sur l'aménagement du territoire et sur une vraie réforme foncière soit entreprise notamment en étroite collaboration avec la FAO.

iv) Assistance aux déplacés, aux réfugiés et aux démobilisés:

Selon le Comité de crise attaché à la primature, le coût de l'assistance humanitaire aux déplacés devrait se situer autour de plus de 20 milliards de FRW pour 1993. Pour 1994, ce montant pourrait augmenter ou diminuer suivant la situation de mouvement de population burundaise vers le Rwanda. D'où la nécessité de la préparation d'un programme chiffré pour les déplacés à réinstaller.

Par contre les accords d'Arusha contiennent des dispositions en faveur des réfugiés appelés à rentrer au Rwanda. Cependant leur retour poserait des problèmes ou créeraient des tensions sociales s'ils demandaient à reprendre possession des terres qu'ils avaient abandonné; d'où la nécessité d'envisager des mesures appropriées pour que ces réfugiés puissent se réinstaller et contribuer efficacement au développement économique du pays. La mission de la CEA a suggéré que le retour de ces réfugiés soit espacé dans le temps, qu'un programme de réinsertion soit préparé avec les coûts afférents à cette opération.

Un autre domaine de concentration concerne la démobilisation des forces armées gouvernementales et celles du FPR qui touche environ 31 000 militaires suite aux accords d'Arusha. La future armée nationale ne devrait plus représenter que 19 000 unités (13 000

militaires et 6 000 gendarmes) dont 60 % du côté gouvernemental et 40 % du côté du FPR. Le coût de la démobilisation se chiffre à 26 millions de dollars US correspondant à la prime de démobilisation. Plusieurs alternatives ont été envisagées (paiement en plusieurs tranches, paiement en nature sous forme d'intrants, placement d'urgence dans un compte en banque pour en faire un fonds de garantie) afin de sensibiliser les militaires sur le bien fondé des propositions qui leur sont faites.

Un programme de réinsertion relative à la formation professionnelle des militaires est proposée au cours de la période de la démobilisation (9 mois) compte tenu de leur niveau d'instruction actuel¹³:

- 28 000 personnes (militaires et gendarmes) ayant le niveau primaire: 2 années d'écoles techniques afin qu'ils trouvent des emplois ou des activités génératrices de revenus auprès des ONG et des services publics (infrastructure, artisanat, agriculture, élevage, HIMO),
- Sous-officiers (2 600) de niveau secondaire: poursuite de leurs études secondaires et techniques,
- Officiers (400) de niveau supérieur: formation spécifique dans l'enseignement supérieur.

En début de l'année 1994 un fichier concernant chaque militaire à démobiliser devrait être constitué pour servir de base à leur orientation telle quelle est prévu dans le programme.

13/PNUD, 1993. Rapport préliminaire sur l'enseignement supérieur, par R. Champagne, Consultant et Minisupres, 1993.

Selon les hypothèses retenues par le PNUD, une part importante des dépenses de reconstruction devrait être couverte dans le contexte des programmes existants. Cependant la mission CEA pense qu'il y a lieu de mener une étude plus approfondie sur le coût réel des dépenses de reconstruction qui dépasseraient largement les estimations du PNUD¹⁴.

Enfin la mission de la CEA propose qu'une étude approfondie d'ensemble soit entreprise en vue de mieux dégager les implications financières de l'assistance aux déplacés et aux réfugiés, ainsi que de celles de la démobilisation et de la reconstruction des dommages de guerre qui doivent faire l'objet d'une Table ronde que le PNUD compte organiser durant le 1^{er} trimestre 1994.

v) Santé publique, Population, Femme et Développement:

L'ensemble des services et infrastructures sanitaires a été désorganisé et détruit ou endommagé par la guerre. La mission suggère la mise sur pied d'un programme intégré de soins d'urgence pour renforcer les services de base permettant de traiter les principales maladies. Un tel programme se basera sur le plan directeur du développement sanitaire mis au point par le Ministère de la santé¹⁵.

Ce plan préconise une organisation hiérarchique à deux niveaux:

- **niveau de base** : des districts sanitaires afin de permettre à chaque hôpital de superviser un certain nombre de centres de santé (un centre de santé couvrant une population cible de 30 000 personnes environ);

14/ Département des Affaires Humanitaires, DAH, 1993: Appel Interinstitutions Commun des Nations Unies, Avril-décembre 1993, Rwanda.

15/Direction de Santé, Kigali, 1993. Plan directeur du développement sanitaires au Rwanda, 1993.

- **second niveau** : des régions sanitaires qui superviseront des districts sanitaires.

Les limites de ces structures ne correspondent pas nécessairement aux limites administratives.

Les structures seront standardisées, notamment avec un effectif composé de cinq personnes para-médicales et cinq personnes de soutien :

- des postes budgétaires seront affectés aux structures afin de faciliter le remplacement du personnel affecté;
- il est envisagé également une décentralisation des ressources et de la gestion sanitaire : la gestion des ressources financières sera effectuée directement par les hôpitaux, au sein des comités de gestion;
- les médecins et le personnel para-médical recevront une formation en matière de la gestion des hôpitaux;
- les équipements seront standardisés afin de faciliter leur maintenance;
- la mise en place des centres de santé se fera avec la participation de la population;
- le plan envisage également d'engager le personnel de santé venant du Front Patriotique Rwandais;
- un programme de formation en soins psychiatriques est envisagé pour le personnel médical et para-médical.

Dans l'immédiat, le problème urgent concerne la réhabilitation des centres de santé détruits : l'évaluation des dégâts est en cours et pourra être finie dès le début de 1994.

La construction d'un certain nombre d'hôpitaux nouveaux est envisagée, notamment à Kirehe, Kirambo, Bugesera, Nyabikenke et Munini.

Dans un premier temps les soins seront gratuits (notamment en 1994). Par la suite, lorsque les populations auront retrouvé leur niveau normal d'activité et réalisé des fonds propres, une participation aux frais sera nécessaire.

Le coût de la mise en oeuvre du Plan directeur sanitaire est estimé à 5 250 000 dollars des E.U.

Ce Plan directeur sanitaire doit être complété par une stratégie appropriée en matière de population avec un accent particulier sur le rôle que doit jouer la femme rwandaise dans le développement de ce pays.

vi) Education et Formation professionnelle:

La mission de la CEA suggère qu'une étude d'ensemble dans ce domaine soit menée en étroite collaboration avec le Front Patriotique Rwandais (FPR) et que puisqu'un des problèmes urgents qui se pose actuellement est celui de la réinsertion des militaires démobilisés et des réfugiés, qu'un programme d'éducation et de formation professionnelle soit préparée spécialement pour ces derniers; ses grandes lignes seraient axées autour de celles qui ont été définies par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche scientifique et de la Culture, à savoir:

- la révision des programmes scolaires en y incluant le sens de culture de la paix et de la démocratie;

- la formation des militaires démobilisés qui se fera dans les principaux axes suivants:

- . formation des militaires de bas niveau;
 - . formation du niveau secondaire;
 - . enseignement supérieur, précédé par un cours de remise à niveau (notamment l'apprentissage de la langue française pour les anciens combattants du FPR);
- création de nouvelles filières orientées essentiellement vers les professions libérales;
 - . octroi des bourses;
 - . cette formation intéressera 100 militaires démobilisés environ (filières nouvelles) et 500 autres seront accueillis dans d'autres facultés.

Le coût d'un tel programme est estimé à 700 000 dollars des E.U. environ.

VII. COOPERATION ECONOMIQUE REGIONALE ET INTEGRATION

Une politique de coopération, et en fin de compte d'intégration de l'économie du Rwanda avec les pays voisins immédiats et les pays africains en général, se justifie par sa position géographique en tant que pays enclavé, par ses ressources naturelles et surtout par l'étroitesse de son marché. Beaucoup de productions ne sont pas rentables si elles sont seulement destinées au marché national. L'ouverture des frontières entre le Rwanda et les pays de la région à travers des mécanismes établis, devrait favoriser les échanges des biens et des personnes et en conséquence, le développement économique.

C'est pourquoi le Rwanda fait partie des groupements économiques sous-régionaux tels que: - la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), la Zone d'échanges préférentiels (ZEP), la Communauté économique des pays des grands lacs (CEPGL) et l'Organisation de développement du bassin de la rivière Kagera (OBK). Plus précisément, c'est surtout dans le cadre de ces trois derniers groupements, c'est-à-dire la ZEP (marché économique commun de l'Afrique de l'Est et Australe), la CEPGL (Burundi,

Rwanda, Zaïre) et l'OBK (Burundi, Rwanda, Tanzanie, Ouganda) que la coopération économique régionale du Rwanda se développe.

Dans certains domaines, des actions sont initiées et des projets sont mis en oeuvre: il faut les développer et les renforcer. Il s'agit de:

1. Sécurité alimentaire

- Etudes sur la production et la commercialisation des produits agricoles (maïs, riz, sorgho), des produits laitiers et des produits de la pêche par les pays de la CEPGL;
- La recherche relative aux tubercules dans le cadre de la ZEP;
- La lutte anti-tsétsé (production animale) pour les pays de l'OBK.
- La création par les pays de la CEPGL de l'Institut de recherche agronomique et zootechnique (IRAZ).

2. Energie

- Pour les pays de la CEPGL, il s'agit du renforcement de l'exploitation du gaz méthane du lac Kivu (méthanol et engrais), de la production hydroélectrique, et de la création d'institution commune, Energie des grands lacs (EGL);
- Pour les pays de l'OBK, elle concerne la production hydroélectrique de "Rusumo falls" et l'interconnexion des lignes électriques des pays de l'OBK et de la CEPGL.

3. Industrie

Il est proposé de revitaliser la création "d'entreprises communautaires" dans les secteurs de l'outillage agricole, des matériaux de construction des produits pharmaceutiques et de la foresterie. Elles bénéficieront d'une priorité et d'une certaine protection sur les marchés communautaires.

4. Transports et communications

La politique régionale en matière de transports et télécommunications est primordiale pour le désenclavement du Rwanda. Elle concerne:

a) Transport routier

- mise en exécution du plan de désenclavement des pays de la CEPGL et de l'OBK par l'entretien permanent des principaux axes reliant tous les pays voisins du Rwanda;
- recherche de financement pour la construction d'entrepôts dans le port de Dar-es-Salaam afin de promouvoir les facilités du "corridor central" Dar-es-Salaam/Lusahunga/Kigali;
- maintien et amélioration des conditions de transport sur le "corridor nord" Rwanda/Ouganda/Kenya.

b) Transport par eau

Dans ce secteur, la coopération régionale est à poursuivre afin d'améliorer le transport sur les Lacs Kivu et Tanganyika (sécurité de

navigation et peut-être création d'une compagnie commune de transport lacustre) et sur la rivière Kagéra.

c) Transport aérien

Dans le cadre de la CEPGL, une étude de faisabilité pour la création d'une compagnie aérienne commune est à envisager.

d) Communications

Les communications du Rwanda entre les pays des sous-régions et l'extérieur sont essentielles. L'exécution et l'amélioration des liaisons téléphoniques, la télécopie et le télex sont à envisager dans le cadre du réseau PANAFTTEL. Il en est de même de l'harmonisation et des tarifications des documents postaux afin de faciliter les échanges du courrier aux frontières.

5. Coopération financière et monétaire

La coopération régionale dans ce secteur se traduit par l'introduction de facilités de paiements (CEPGL) et des mesures de compensation (ZEP) pour les échanges commerciaux entre les différents pays des groupements économiques. Un début d'intégration à favoriser est la création d'institutions communes telles que la Banque de développement des Etats des pays des grands lacs, la Banque commerciale et de développement de la ZEP.

6. Education

Des actions de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur ont été entreprises entre les pays de la CEPGL. Il s'agit d'échanges de

professeurs et d'étudiants, de réunion annuelle des recteurs d'université et de la reconnaissance mutuelle des diplômes d'enseignement secondaire. La mise en place d'un Institut commun supérieur de gestion et d'une Ecole commune d'ingénieurs est aussi à envisager.

Enfin, l'agencement et la consolidation de ces domaines de concentration ou secteurs prioritaires, constituera l'ossature du futur Plan directeur dont le Gouvernement de transition à base élargie, assisté financièrement par la Communauté internationale, supervisera sa mise en place.

c) Quelques conditions préalables:

La préparation et la mise sur pied du Plan directeur suppose cependant:

- le retour d'une paix juste et durable, c'est-à-dire le respect et la mise en oeuvre effective de l'accord de paix signé à Arusha le 4 août 1993 suivi d'une réhabilitation mentale ou d'une réelle réconciliation nationale; en effet, après avoir indiqué ses efforts en matière de mobilisation pour les actions humanitaires concernant les personnes déplacées, réfugiées et démobilisées, le Rwanda doit s'appuyer sur les domaines de concentration mentionnés ci-dessus et auxquels le Plan directeur doit tenir compte. En d'autres termes, même avant la guerre, la situation économique et sociale du Rwanda s'était empirée et devenait précaire. Elle s'est aggravée avec la guerre et tout l'élan qui incarnait les Rwandais pour le développement de leur pays s'est trouvé entravé par ces événements. Pour retrouver cet élan, la mission de la CEA propose qu'une étude approfondie sur la réhabilitation mentale soit entreprise par les forces en présence. Une telle étude concernerait la sensibilisation au pardon, à l'esprit de tolérance, etc. (avec toutes les mesures d'accompagnement qui s'imposent) et la réconciliation nationale.

Tout ceci constitue un préalable nécessaire pour la relance économique. Beaucoup de paramètres doivent être pris en considération dans cet exercice; parmi eux, on peut citer le problème foncier déjà mentionné et qui demeure très délicat et qui pourtant conditionne tout développement économique et social à long terme de ce pays;

- un engagement réel de la communauté internationale à assister le Rwanda dans sa tâche de réhabilitation et reconstruction en vue du développement économique et social.

Cela étant, l'étude de chaque domaine de concentration tiendra compte des quelques conditions préalables telles que:

- la participation effective des Rwandais dans tout le processus de planification à tous les niveaux;

- la connaissance de la situation actuelle existante en termes de programmes et de projets afin de contribuer à faciliter l'élaboration du plan lui-même;

- la mise sur pied d'un mécanisme de contrôle efficace pour une gestion économique et financière dans le secteur public;

- le rôle du marché et la promotion du rôle du secteur privé en introduisant un cadre institutionnel et législatif;

- l'encouragement des efforts de mobilisation des ressources intérieures (épargne, assurances, etc.) ainsi que leur meilleure utilisation;

- l'assurance d'un meilleur équilibre entre les régions;

- la nécessité de tenir compte des politiques environnementales dans le choix des investissements;

- la nécessité de ne pas engager le Rwanda dans des programmes et des projets de développement au-delà de sa capacité institutionnelle, technique et financière;

- l'encouragement de la coopération et de l'intégration sous-régionale et régionale comme un élément important dans le processus de développement.

- la constitution des stocks alimentaires, pharmaceutiques d'urgence et d'intervention.

2. Modalités de réalisation du Plan directeur:

Le découpage ci-après découle de la nécessité i) de tenir compte des analyses faites antérieurement sur les 7 domaines de concentration identifiés ii) de travailler suivant une méthodologie appropriée iii) de mettre à contribution 7 consultants nationaux et les associer à la réflexion. Pour ce faire, le Plan directeur aura besoin pour son élaboration de la structure suivante:

a) Du cadre institutionnel:

La mission suggère que la préparation du Plan directeur (coordination et synthèse du travaux) ainsi que le suivi et l'évaluation soient sous la supervision générale du Ministère du plan. A cet égard, une cellule chargée de la préparation et du suivi du Plan Directeur devrait être mise en place.

b) Du Conseiller Technique Principal

A la demande expresse du Gouvernement Rwandais, la CEA pourra mettre à sa disposition un Conseiller Technique Principal pour coordonner les travaux de préparation

du Plan Directeur et superviser les travaux des Consultants rwandais qui seront appelés à préparer des rapports dans les domaines de concentrations qui ont été identifiés.

c) Préparation des sept (7) rapports sur les 7 domaines de concentration:

Sept consultants rwandais seront recrutés, à raison d'un consultant par domaine de concentration et ce, pour une durée de deux mois chacun. Chaque consultant réalisera pour le domaine de concentration qui lui sera attribué les tâches suivantes:

- rassembler et exploiter toute la documentation pertinente existante (textes relatifs au domaine de concentration, rapports d'étude,...);

- préparer un rapport analysant i) la politique du domaine de concentration en question et les perspectives de son évolution à court, moyen et long terme et ii) les structures existantes ou dont la création est envisagée (programme sectoriel, résultats obtenus/attendus, problèmes rencontrés, etc,...).

Le rapport comportera également une partie contenant les propositions argumentées du consultant rwandais sur les créneaux susceptibles de faire l'objet d'une coopération régionale.

d) Organisation d'un atelier de travail:

Un atelier de travail de 7 à 10 jours sera organisé par le Gouvernement de transition à base élargie, avec pour objectif final d'arrêter la liste des objectifs clairs et précis, avec des moyens appropriés pour chaque domaine de concentration. Un accent particulier sera mis sur la coopération régionale.

L'atelier de travail regroupera i) des représentants de chaque ministère ii) des représentants de bailleurs de fonds ou des agences ou institutions internationales concernées et iii) un ou deux représentants de la CEA.

L'atelier sera animé par le Conseiller Technique Principal assisté des 7 consultants nationaux visés au point 2(b) ci-dessus.

Au préalable, le Conseiller Technique Principal devra avoir effectué les tâches suivantes:

- mettre au point de la documentation rassemblée, arrêter une méthodologie pour son exploitation et la rédaction du rapport des consultants rwandais;

- rapport de synthèse devant servir pour le Plan directeur et de document principal pour l'atelier de travail.

e) Préparation du plan directeur:

Sur la base des résultats de l'atelier, le Conseiller Technique Principal, en étroite collaboration avec la Cellule de Suivi préparera le Plan Directeur pour la Réhabilitation, la Reconstruction et le Développement Economique et Social du Rwanda. Ce plan directeur suivra le format indiqué ci-dessous:

f) Format du plan directeur:

a) Introduction

- i. Concept et rôle du plan directeur
- ii. Durée et flexibilité du plan directeur (ou plan directeur glissant)
- iii. Relation entre plan directeur, programmes d'ajustement structurel, programme d'investissements publics (PIP), le programme annuel des dépenses publiques (PDP) et le Programme national d'action sociale (PNAS).

b) Stratégie de développement

- i. Diagnostic de la situation actuelle
- ii. Contraintes internes : physiques, démographiques, ressources
- iii. Environnement régional et international
- iv. Principes:
 - Planification décentralisée
 - Participation de tous les acteurs économiques y compris les représentations locales des organisations internationales et des ONG.
- v. Objectifs généraux de développement

- c) **Secteurs prioritaires ou domaines de concentration définis au point V.1(b) ci-dessus**
 - i. **Situation actuelle**
 - ii. **Objectifs et stratégie**
 - iii. **Relations internes au secteur étudié et dépendances par rapport à son environnement**
 - iv. **Choix des programmes d'investissements (y compris en cours et prévus)**
 - v. **Ressources financières (internes et externes)**
- d) **Cohérence globale et description des mécanismes macro-économiques**
 - i. **Projections et situation finale selon les objectifs généraux**
 - **Croissance (globale et sectorielle)**
 - **Balance des paiements**
 - **Monnaie et crédit**
 - **Finances publiques**
 - **Consommation et revenus (urbaine/rurale, niveau, structure)**
 - ii. **Définition des paramètres macro - économiques pour l'exécution et le suivi du plan : coefficient de capital marginal, taux d'épargne nationale, propension à importer, etc....**

iii. Moyens de contrôler les paramètres et de les orienter pour atteindre les objectifs du plan :

- Régulation à court terme
- Arbitrages
- Respect des tendances macro proposés par le Plan

e) Liste des programmes et des projets d'investissements

- Etudes de faisabilité
- Ressources financières (internes et externes)

3. Appropriation - Continuité

3.1 Appropriation

Un des principaux aspects du processus de programmation proposé, c'est la participation effective des populations rwandaises. Tout processus de programmation devrait avoir lieu avec la participation effective de ceux - là même qui devront plus tard avoir à exécuter le Plan Directeur et à en subir les conséquences sur leurs vies. La participation des populations concernées dans la décision relative à l'avenir de leur processus de développement économique et social, est en effect essentiel et reste la condition sine qua non de l'appropriation du Plan Directeur par le Rwanda.

3.2 Continuité

Les objectifs du Plan Directeur devront couvrir, entre autres:

- a) la nécessité de maintenir une continuité entre la Réhabilitation, la Reconstruction et le Développement afin d'assurer le lien appropriée entre le court, le moyen, et le long terme dans le processus du développement du pays.
- b) la nécessité de maintenir une continuité à partir du niveau national vers les niveaux sous - régionaux et régional dans le processus de développement. En effet, il est nécessaire que les pays africains recherchent la coopération et l'intégration économique sous - régional et régional dans l'esprit du Traité d'Abuja établissant la Communauté Economique Africaine.
- c) la nécessité d'atteindre une continuité au niveau national par une décentralisation du processus de développement économique, du niveau national vers la région ou la préfecture, avec pour but d'intégrer toute la population à raz-le-sol dans le processus.

4. **Projet de budget:** ¹⁶

-	Honoraire des 7 consultants rwandais (7 x 10 semaines x 700 \$/semaine)	49,000.00
-	DSA Conseiller Technique Principal (en moyenne 170 \$/j x 35)	5,950.00
-	Voyage international	10,000.00
-	Coût atelier	12,000.00
		<hr/>
	TOTAL	76,950.00

A la demande du Gouvernement rwandais, la CEA pourrait servir d'entremise pour la mobilisation des ressources nécessaires destinées à la préparation du Plan Directeur. Ces ressources pourraient provenir des Agences Spécialisées des Nations Unies

¹⁶ le projet de budget est donné à titre purement indicatif. Le budget définitif dépendra de la formule arrêtée pour la préparation du Plan Directeur.

5. Date de démarrage et calendrier de réalisation**Calendrier de préparation du plan directeur**

- Mars 1994 Soumission du rapport de la mission d'identification de la CEA au Gouvernement rwandais;
- Avril 1994 Requête du Gouvernement rwandais pour l'identification et l'affectation du Conseiller Technique Principal;

 Identification et recrutement des 7 consultants rwandais;
- Mai - Septembre 1994: Préparation des 7 rapports relatifs aux domaines de concentration Atelier de travail et préparation du Plan Directeur;
- Octobre 1994: Soumission du Plan Directeur aux bailleurs de fonds;
- Novembre 1994: Préparation et tenue de la Table ronde de bailleurs de fonds.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

a) La mission de la CEA s'est réjouie du fait que les discussions avec les autorités rwandaises se sont déroulées dans une atmosphère d'ouverture, de franchise et de sincérité.

b) Elle s'est rendue compte qu'aujourd'hui, il est impossible pour le Rwanda de projeter un développement socio-économique à long terme si la Communauté internationale n'y adhère pas et si les conflits qui secouent le pays persistaient.

En d'autres termes, pour une meilleure réhabilitation et une reconstruction en vue d'un développement économique et social, le Rwanda devrait mener des actions au niveau :

- d'une réhabilitation mentale (tolérance, réconciliation) qui doit être un préalable pour toute relance économique. Le monde extérieur doit aussi, non seulement aider à la reconstruction, mais aussi à la réconciliation nationale;
- d'une démobilisation harmonieuse des militaires et de leur réinsertion sans favoriser tel ou tel autre groupe;
- du rétablissement, de la remotivation des cadres de l'administration ébranlée par la transition;
- de l'aménagement du territoire (réforme du système foncier aggravé par la situation démographique).

c) La Mission de la CEA qui est partie au Rwanda pour initier la réflexion interne pour la préparation d'un Plan directeur a constaté que ce pays est fort avancé dans ce domaine, puisqu'il existe une étude sur la "Situation de la Planification au Rwanda" datant du mois d'août 1993 et qui trace une vision à long terme du développement socio-

économique du Rwanda; une telle étude nécessite une actualisation et adaptation et de ce fait pourrait servir de référence pour le Plan directeur.

Donc, contrairement à l'Erythrée, la Somalie et même le Mozambique, la Mission a constaté avec satisfaction qu'au Rwanda il existe, dans la plupart des ministères, des documents de plans sectoriels à long terme. La mission a également relevé, à travers ses entretiens avec les différents responsables, que les rwandais ont une vision claire de leur pays et des objectifs précis à atteindre. C'est sur la base de ces acquis que la mission estime que la préparation du Plan directeur envisagé ne poserait pas de sérieux problèmes.

d) Pour ce qui est de la Note de stratégie économique vers une croissance durable que propose la Banque mondiale pour le Rwanda, la CEA pense que c'est une bonne initiative, mais là aussi une stratégie doit tenir compte de ce qui existe déjà.

Concernant l'ouverture sur l'extérieur, des contraintes existent et constituent tout un ensemble de facteurs qu'il faut minutieusement examiner et étudier.

En ce qui concerne le secteur privé, la privatisation nécessite également des analyses approfondies avec une politique appropriée en la matière.

Pour l'émigration dans les zones rurales vers les zones urbaines, il serait mieux d'examiner d'abord s'il y a des infrastructures d'accueil et si les conditions de vie seront meilleures. La proposition de la Banque mondiale est louable, mais le Rwanda doit y réfléchir beaucoup.

e) La mission reconnaît que la Table ronde sur les aides humanitaires projetée pour début 1994, est d'une impérieuse nécessité. A cet égard, la mission suggère que les résultats de l'éventuelle dite Table ronde soient pris en compte lors de la préparation du Plan directeur. La mission aurait cependant souhaité que celle-ci coïncide avec la Table ronde sur le développement du Rwanda qui devrait être organisée à la fin de la préparation

du Plan directeur pour la réhabilitation, la reconstruction et le développement économique et social du Rwanda.

f) La mission reste convaincue que la préparation et la mise sur pied du Plan directeur suppose enfin la mise sur pied du Gouvernement de transition à base élargie. En effet, la mission de la CEA partage le point de vue de la Représentation de la Banque Mondiale selon lequel l'action du Gouvernement actuel en matière d'exécution des projets demeure difficile, car il ne peut prendre aucun engagement. C'est pourquoi des décisions importantes devraient être prises par le futur gouvernement de transition à base élargie, notamment en ce qui concerne:

- l'arrêt des dépenses militaires;
- la prime aux militaires (démobilisés);
- la modification du système tarifaire;
- la dévaluation de la monnaie rwandaise;
- la création d'un tribunal de commerce;
- le rétablissement de la sécurité et de la conscience nationale;
- les problèmes ethniques;
- l'engagement juridique, et notamment l'application des décrets lois;
- l'équilibre des comptes nationaux et l'adoption du budget 1994;
- les problèmes de trésorerie.

A cet égard, la mise en place rapide du Gouvernement de transition à base élargie, conformément aux accords d'Arusha devient une nécessité vitale.

g) Enfin, la préparation du Plan directeur est une entreprise nationale qui doit mobiliser tous les Départements ministériels. Cet élan existait depuis la fin de la guerre et l'Accord d'Arusha d'août 1993 et il faut pas attendre trop longtemps pour préparer un meilleur avenir socio-économique de ce pays.

Ainsi, le Plan directeur pourrait permettre:

- d'offrir aux populations certaines perspectives de développement et de dégager un certain consensus social autour d'axes mobilisateurs qui pourraient dynamiser la société rwandaise;
- de préciser les stratégies de développement et les moyens à mettre en oeuvre, ainsi que de servir de cadre de référence pour la coordination des investissements financés par l'aide extérieure autour des priorités à court, moyen et long terme.

Liste des personnalités rencontrées

S. E. M. Faustin TWAGIRAMUNGU

**Premier Ministre désigné du Gouvernement
de Transition à base élargie**

S. E. Dr. Augustin NGIRABATWARE

Ministre du Plan

Mr. Télésphore BIZUMUNGU

**Directeur général au
Ministère du Plan**

M. Anastase NTEZIYAREMYE

**Chef de Division
Stratégies de développement communal et régional
Ministère du Plan**

Colonel Edouard HAKIZIMANA

**Directeur de la Coopération militaire au
Ministère de la Défense**

M. Célestin GAHAMANYI

**Directeur du Développement communal du
Ministère de l'Intérieur et du développement communal**

Mme Odette UBONABENSHI

**Directrice générale du
Ministère du travail et des affaires sociales**

Dr. François MUNYENTWALI

Directeur général du
Ministère de la santé

M. Charles NTAKIRUTINKA

Directeur général du
Ministère des travaux publics,
de l'énergie et de l'eau

M. Jean de Dieu KAMUHANDA

Directeur général du
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture

M. Augustin KARERA

Conseiller du Ministre de l'enseignement supérieur,
de la recherche scientifique et de la culture

S.E. M. AMADOU Ly

Représentant résident

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

M. Yvon LEMOAL

Représentant résident adjoint

PNUD

M. Tomas PAQUETE

Consultant du PNUD

M. Raymond RAZINDRAKOTO

Consultant PNUD

M. Julio R. GAMBA

Représentant résident

Banque mondiale

M. Ibrahim KABA

Représentant a.i.

**Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

M. Fabien BANYANGABOSE

Fonctionnaire à la FAO